



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
des Bouches-du-Rhône**

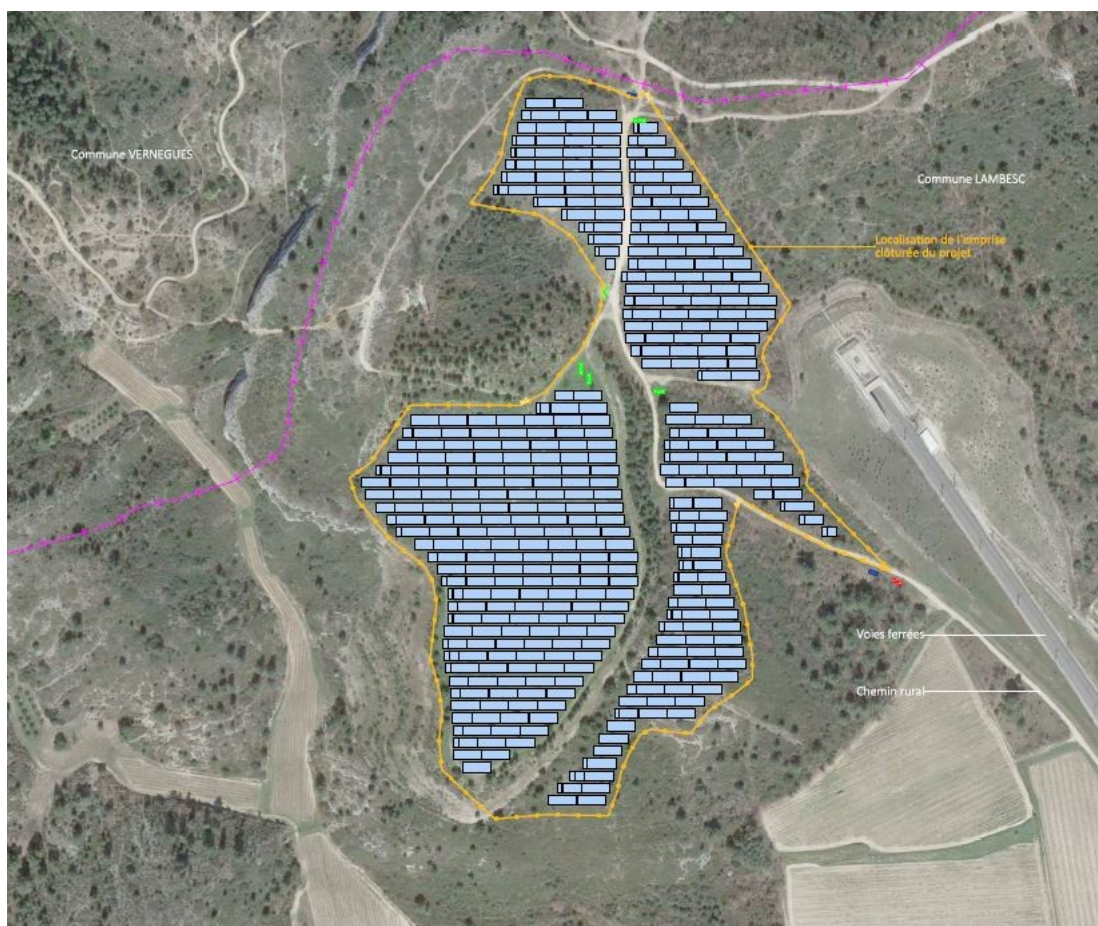
**Service Agriculture Forêt Pôle Forêt Unité Défrichement  
Service Urbanisme Risques/ADSF**

## **Parc photovoltaïque ROQUEROUSSE sur la commune de LAMBESC**

### **NOTE DE PRÉSENTATION**

**en application de l'article R 123-8 du code de l'environnement  
Mention des textes régissant l'enquête publique et indication de la façon  
dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative**

La société « SAS SILVERSUN ROQUEROUSSE » représentée par Monsieur FANONNEL Gauthier a pour projet la réalisation d'un parc photovoltaïque au sol d'une puissance de 12,87 MWc (Parc ROQUEROUSSE) sur la commune de Lambesc. Le projet nécessite un permis de construire et une autorisation de défrichement.



La demande d'autorisation de défrichement N° **DEF-23-112-050** porte sur 2 hectares 29 ares et 22 centiares situés sur les parcelles cadastrées section BC 1, 6, 7, 8, 10 et 204 de la commune de LAMBESC.

Le permis de construire est enregistré en mairie sous le numéro **PC 013 050 23 M 0010**.

### **1 - Présentation de la demande au regard du code forestier**

Cette demande a été déposée conformément à l'article L. 341-3 du code forestier qui prévoit que « Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts sans avoir préalablement obtenu une autorisation.

L'autorisation est délivrée à l'issue d'une procédure fixée par décret en Conseil d'État.

La validité des autorisations de défrichement est fixée par décret.

L'autorisation est expresse lorsque le défrichement :

1° Est soumis à enquête publique réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ;.... ».

Il est également précisé par l'article L. 341-7 du même code que « Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à une autorisation administrative, à l'exception de celle prévue par le titre Ier du livre V du code de l'environnement, nécessite également l'obtention d'une autorisation de défrichement, celle-ci doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative. ».

La demande d'autorisation de défrichement a été enregistrée par le service instructeur de la DDTM13-SAF-PF/Unité Défrichement le **03/03/2023 sous la référence DEF-23-112-050**. Elle comporte les pièces exigées par le code forestier (article R. 341-1), notamment :

- le formulaire de demande d'autorisation de défrichement ;
- le plan d'emprise de défrichement ;
- l'étude d'impact réalisée en application du III de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement.

### **2 - Présentation de la demande au regard du code de l'urbanisme**

Conformément au 30° de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement les centrales photovoltaïques au sol d'une puissance supérieure à 300 kWc sont soumises à permis de construire, étude d'impact et enquête publique.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation sur la demande de permis de construire susvisée est le Préfet des Bouches du Rhône, en application des articles L.422-2b et R.422-2 du code de l'urbanisme.

L'instruction du permis de construire a été réalisée par le service urbanisme de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) conformément à l'article R. 423-16 du code de l'urbanisme.

Le dossier comprend les pièces réglementaires nécessaires à tout permis de construire et une étude d'impact.

### **3 - Procédures d'instruction et enquête publique**

#### **3.1 – Au titre du code forestier :**

La demande a été déclarée complète par le service instructeur le 25/01/2024. Son délai d'instruction est de **six mois conformément aux articles R 341-6 et R 341-7** du code forestier et des articles L 123-1 et L 123-2 du code de l'environnement relatifs à la procédure d'enquête publique. À l'issue de ce délai, la demande d'autorisation de défrichement sera réputée rejetée à défaut de décision du Préfet.

Dans le cas présent, la décision devant être notifiée le 26/07/2024 au plus tard et vu les délais d'organisation de l'enquête publique ainsi que le retour de l'avis de la MRAe il sera nécessaire d'effectuer en tant et heure une « prolongation » de délais.

Dans le cadre de l'instruction, le dossier de demande d'autorisation de défrichement a été soumis pour avis :

- à l'Autorité environnementale (MRAe) ;
- aux collectivités locales intéressées par le projet :
  - la commune de Lambesc ;
  - le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ;
  - la SNCF ;
  - Réseau de transport d'électricité ;
  - le service départemental d'incendie et de secours ;
  - l'ONF ;
  - la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **3.1 – Au titre du code de l'urbanisme :**

Conformément aux articles R.423-20 et R.423-32 le délai d'instruction du permis de construire est fixé à **deux mois à compter de la réception du rapport du commissaire enquêteur**. Le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet (article R.424-2 d du code de l'urbanisme).

Dans le cadre de l'instruction, le dossier de permis de construire a été soumis pour avis :

- au maire de la commune
- à l'autorité environnementale
- aux services de l'État et organismes compétents :
  - le service départemental d'incendie et de secours,
  - la Direction de l'Aviation civile Sud Est,
  - le Ministère des Armées,
  - le Conseil Départemental des Bouches du Rhône
- la SNCF
- Réseau de transport d'électricité,
- ENEDIS,
- la direction régionale des affaires culturelles,
- l'architecte des bâtiments de France.

### **3.3 – L'enquête publique :**

Elle est conduite par le Préfet des Bouches du Rhône et elle est régie par les articles L123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Elle a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, postérieurement à l'étude d'impact, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous éléments nécessaires à son information.

Dans le délai d'un mois suivant la date de clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur communiquera au Préfet son rapport et ses conclusions motivées.

Au vu de ce rapport et au regard des avis des organismes consultés :

- le Préfet des Bouches-du-Rhône statuera par arrêté préfectoral sur la demande d'autorisation de défrichement avec une autorisation ou un refus du défrichement ;
- le Préfet des Bouches du Rhône disposera de deux mois, compter du jour de réception, pour statuer par arrêté sur la demande de permis de construire. La décision qui pourra être adoptée au terme de l'enquête sera un arrêté accordant le permis de construire avec ou sans prescriptions ou un arrêté refusant le permis de construire.